

Un accident nucléaire, c'est la fin de la démocratie

Le Monde.fr | 10.03.2013 à 15h28 • Mis à jour le 10.03.2013 à 15h28

Par Antonio Pagnotta, photojournaliste

Après deux ans de photojournalisme intensif sur les conséquences des catastrophes nucléaires de Fukushima, certaines conclusions se sont imposées qui rendent obsolètes tous les débats sur le coût du mégawatt électronucléaire et sur la sûreté de fonctionnement des centrales nucléaires.

Prenons l'hypothèse d'un accident nucléaire en France : les conséquences ne seraient pas seulement économiques – le coût s'élèverait à 430 milliards d'euros par réacteur explosé, selon un rapport de l'IRSN. Ni vitales ou écologiques : avant l'irradiation de la population et la contamination de l'environnement, le premier danger auquel il faudrait parer serait d'ordre social et politique : l'effondrement de l'Etat, pesant sur la démocratie, voire sur la République.

Le gouvernement se trouverait alors face à un choix ici sommairement résumé : vendre le château de Versailles pour dédommager les victimes ou abandonner la population irradiée à elle-même afin d'éviter la faillite de l'Etat.

Que nous apprend le cas Fukushima ? Aujourd'hui, dans la zone touchée par le panache radioactif, c'est l'abandon de la population qui prévaut : elle n'a pas été évacuée, elle est restée confinée dans les villes contaminées : Minami-soma, Koriyama, Nihonmatsu, Hirono et la ville Fukushima (homonyme de la préfecture qui en tire son nom).

Le déni du danger est l'aboutissement d'une campagne de communication intensive de l'Etat Japonais, relayée par tous les médias. Si bien que ce danger a été, au mieux, intériorisé par les habitants de ces villes, au pire, imposé.

(En 2013, s'agissant de la liberté de la presse, le Japon a chuté de la 22^e place à la 53^e, selon le classement de Reporters sans frontières). Dans cette cathédrale de déni, le réveil face aux maladies et à la mort n'en sera que plus douloureux.

LES IRRADIÉS SONT TRAITÉS COMME DES PARIAS

Dans la préfecture de Fukushima, l'Etat s'est effondré et n'offre plus aucune protection aux citoyens. Les irradiés sont traités comme des parias lorsqu'ils demandent le respect de leurs droits, à commencer par l'accès à un air sain et à une nourriture sans radiation.

Les seniors, les plus de 50 ans, s'affrontent avec la jeune génération. Conscients du risque d'effondrement du pays, les anciens nés dans la notion du sacrifice personnel pour le groupe, intiment aux jeunes de se taire pour ne pas endommager davantage la nation.

Bien que le Japon soit le seul pays au monde à avoir subi deux bombardements atomiques, pour la jeune génération, la situation se résume en une phrase : *"A Hiroshima ce fut la colère, à Nagasaki la prière, et aujourd'hui à Fukushima, on exige notre silence."*

Dans le cas d'une fusion de cœur de réacteur nucléaire en France, il serait impossible à l'Etat de déboursier les 430 milliards d'euros nécessaires (pour 2013 son budget voté est d'à peine 395,5 milliards euros). Comme il serait impossible de compter sur la soumission des Français devant les mesures draconiennes imposées par la force : verrouillage de la zone rouge pour éviter la propagation de la contamination, loi martiale sur la région pour éviter les pillages, censure sur l'information pour éviter la panique.

Les Français sont plus *"subversifs"* que les Japonais qui n'ont jamais pris une seule Bastille. L'Etat serait alors pris en étau entre risques de faillite et chaos social, et n'aurait d'autre solution, pour survivre, qu'appliquer les drastiques et cruelles normes sanitaires imposées à Fukushima.

Une mini-zone d'évacuation de 20 km de diamètre autour la centrale sinistrée (deux fois le territoire de Belfort, soit 1200 km²), décréter que les zones de 20 millisieverts par an (soit le niveau de radiations acceptée pour les travailleurs du nucléaire) restent habitables et autoriser des taux élevés de radiations dans la

nourriture, dont les aliments pour bébés.

Les populations irradiées seraient abandonnées à leur sort, c'est-à-dire que, face aux radiations, elles n'auraient d'autres recours que l'autoprotection.

C'est la tragique conclusion tirée de ces deux années de reportages sur le désastre de Fukushima. Parmi les risques les plus redoutables de l'industrie nucléaire, rôde la menace politique. En cas de désastre, l'électronucléaire mettrait assurément en danger la République et la démocratie.

Antonio Pagnotta, photjournaliste

Antonio Pagnotta, photjournaliste et auteur de *Le dernier homme de Fukushima*, éditions Don Quichotte, 280p., 17,90 euros.